



SOMMET DE L'UNION AFRICAINE (Niamey, 4-8 Juillet 2019)

Un nouveau départ avec l'entrée en vigueur de la ZLECAf ?

Zone Afrique : 2 000 F cfa - Zone Euro 5€

Afrique Démocratie

MENSUEL PANAFRICAIN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES ISSN N°2230-0724 • N°66 • JUILLET 2019

**AUTONOMISATION DES FEMMES ET DIVIDENDE
DÉMOGRAPHIQUE AU SAHEL (SWEDD)**



**« De l'appel fondateur du Président Issoufou
à la transformation du Sahel aujourd'hui »**



LE MESSAGE DE SON EXCELLENCE **MAHAMADOU ISSOUFOU** **PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU NIGER**

Comme vous le savez tous, les Chefs d'État et de Gouvernement de l'Afrique tout entière ont, à l'issue de la 25e Session ordinaire de la Conférence de l'Union Africaine, le 31 janvier 2015, confié au Niger l'organisation, en juillet 2019, de la Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union africaine.

En posant cet acte, mes pairs ont voulu ainsi témoigner au Gouvernement et au Peuple nigérien, toute leur confiance en notre capacité à accueillir un événement d'une telle envergure.

Il nous revient, dès lors, de nous préparer à relever d'importants défis en termes de préparation, de planification et d'organisation afin de hisser nos infrastructures d'accueil, d'hébergement et de conférence aux standards de l'Union africaine et d'offrir des conditions optimales de séjour et de travail adéquates, et dans la pure tradition d'hospitalité nigérienne, aux quelque 4000 participants attendus à Niamey.

En décidant d'accueillir cette importante rencontre dédiée à l'Afrique et à son processus d'intégration et de développement économique et social, conformément à l'esprit de la vision 2063 de l'Union Africaine, le Niger entend :

- Rehausser son image sur la scène africaine et internationale;
- Renforcer son action diplomatique
- Permettre aux opérateurs économiques nigériens et ceux qui veulent investir au Niger de tirer profit des retombées de cet événement;
- Renforcer nos capacités en termes d'infrastructures et de savoir-faire pour être en mesure d'accueillir d'autres événements d'envergure internationale.

Ces défis, en dépit d'une conjonc-



ture économique et financière difficile et des contraintes et enjeux sécuritaires de l'heure, j'entends les relever avec l'implication de tous les Nigériens, sans exclusion aucune. À cet effet, j'appelle toutes les Nigériennes et tous les Nigériens à se mobiliser et à investir leurs efforts pour la réussite de ce rendez-vous historique.

Pour la circonstance, nous ferons de notre capitale, Niamey, la vitrine de

notre beau pays, un lieu accueillant et où il fait bon vivre. C'est donc avec les bras ouverts que le Peuple Nigérien accueillera fraternellement et en toute amitié tous ceux et celles qui prendront part à la conférence de Niamey.

Bienvenue
Barka da zouwa
Wa fonda kayan

« DE L'APPEL FONDATEUR DU PRÉSIDENT ISSOUFOU
 À LA TRANSFORMATION DU SAHEL AUJOURD'HUI »



Crédit photo Ollivier Girard/UNFPA/WCARO SWEDD au Niger





“ La structure démographique de notre pays n'est pas un handicap mais une chance si nous savons l'exploiter, estime-t-il. 75 % des Nigériens ont moins de 25 ans. Pour exploiter cette chance, il faut éduquer ces jeunes, les scolariser, les former, les soigner, leur créer des emplois. Ce faisant, on transforme ce dividende démographique en un bonus économique. ”

Mahamadou Issoufou, Président de la République du Niger, dans le magazine New African

SOMMAIRE

- L'appel fondateur de son Excellence Monsieur Mahamadou Issoufou Président de la République du Niger P 27
- Table ronde de mobilisation des ressources P 28
- Elles soutiennent le SWEDD P 28
- Le message du Directeur régional de l'UNFPA P 29
- L'initiative régionale Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel (SWEDD) P 30
- Les axes stratégiques P 31
- Bilan des principales réalisations en 2018 P 32
- Les Premières Dames engagées pour l'autonomisation des femmes et des filles P 33
- Perspectives et priorités en 2019 P 37
- Forum de partenariat public-privé P 39
- ils ont dit P 40





L'APPEL FONDATEUR DE SON EXCELLENCE **MONSIEUR MAHAMADOU ISSOUFOU** PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU NIGER

Le Président du Niger, Son Excellence Mahamadou Issoufou, joue un rôle extrêmement important dans la stratégie de mise en œuvre du dividende démographique dans les pays du Sahel. Très tôt, il a compris la nécessité de promouvoir la transition démographique afin de renforcer la croissance durable des États.

Dans un discours prononcé lors de la 69^{ème} session ordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU, en septembre 2014, M. Issoufou avait fait un plaidoyer en faveur notamment de l'autonomisation des femmes, et surtout de la prise en compte de la question du dividende démographique comme une des priorités de l'Agenda post 2015. Extraits.

« Afin de relever les défis de la promotion de la paix, de la stabilité, de la sécurité et du développement, il nous faut renforcer davantage l'esprit de partage et de solidarité. « Réaliser et mettre en œuvre un Programme transformateur du développement pour l'après 2015 » que vous avez bien voulu retenir comme thème principal du débat général de la présente session et qui s'articule d'ailleurs harmonieusement avec celui de la 68^{ème} Session, nous donne l'opportunité, encore une fois, d'approfondir ces grandes questions qui nous préoccupent tous.

« L'après 2015 » est déjà là, avait indiqué le président nigérien, et l'élaboration d'un programme au-delà de cette échéance exige, au préalable, de faire un état des lieux, un bilan de la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). En dépit des progrès remarquables enregistrés

dans la mise en œuvre de certains de ces objectifs, il est désormais établi que de vastes écarts persisteront pour d'autres, lorsque le programme sera à terme.

La transition démographique doit renforcer la croissance durable. S'agissant du Niger, par exemple, la mise en œuvre de l'initiative « 3N » nous a déjà permis de réaliser la cible C de l'OMD 1 relative à la réduction de moitié des personnes qui souffrent de la faim. La FAO a reconnu que dans ce domaine, le Niger a obtenu des résultats impressionnants en un temps record. Notre pays a également réalisé la cible A de l'OMD 6 avec un taux de prévalence du VIH/SIDA de 0,4% en 2012 pour un objectif cible de 0,7% en 2015.

S'agissant de la réduction de moitié de la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour, de l'éducation primaire pour tous, de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, de la mortalité des enfants de moins de cinq (5) ans, de la mortalité maternelle, de l'environnement durable, des efforts importants ont été réalisés mais les objectifs ne seront probablement pas atteints en dépit de la mise en œuvre du Programme de Renaissance, en cours depuis mon élection en 2011.

Dans l'élaboration de l'Agenda post 2015, nous devons naturellement retenir tous les objectifs du millénaire non atteints et prévoir des mesures pour éviter que ne se dégradent les objectifs déjà réalisés. Par exemple, la question du dividende démographique doit être une des priorités de cet Agenda. Le dividende démographique, il est bon de le rappeler, c'est à la fois la transition démographique et la croissance économique inclusive ».



AUTONOMISATION DES FEMMES ET DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE AU SAHEL
SAHEL WOMEN'S EMPOWERMENT AND DEMOGRAPHIC DIVIDEND

Table ronde de mobilisation de ressources en marge du Sommet de l'Union africaine

Pour l'autonomisation des femmes et des filles du Sahel

Niamey, 6 juillet 2019



Sous le haut patronage de son Excellence Monsieur Mahamadou Issoufou, les chefs d'État, les Premières dames, les hautes autorités administratives et politiques, les partenaires techniques et financiers, les CEO et NGO réaffirmeront leur engagement à investir davantage en faveur des femmes et des filles en vue d'atteindre le dividende démographique.

Afin de financer la mise à l'échelle du SWEDD (« Scale up SWEDD ») une table-ronde de mobilisations de ressources se tiendra en marge du

Sommet de l'Union africaine, le 6 juillet 2019, à Niamey, au Niger. Un cadre privilégié d'échanges pour garantir un plus grand nombre d'engage-

ments financiers, techniques et matériels auprès du secteur privé, des ONG internationales et consolider les efforts déjà engagés de la Banque mondiale, et auprès des bailleurs de fonds.

L'Union africaine, a elle-même qualifié le SWEDD d'exemple de partenariat et d'outil d'intégration régionale qui mérite d'être soutenu, renforcé et porté à une plus grande échelle à l'intérieur du continent. Fort de son succès, le SWEDD accueillera d'autres pays dans la région qui pourront ainsi bénéficier des retombées et des résultats encourageants du projet sur les questions de paix, de sécurité, d'amélioration de la santé maternelle et infantile, de la scolarisation des filles et de l'autonomisation des femmes, contribuant notamment à atteindre les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 en Afrique, ainsi que la réalisation des sept aspirations inscrites dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Les engagements et financement obtenus permettront aux pays de renforcer leurs interventions et optimiser l'impact sur les populations, les femmes et les filles en particulier. Pour y parvenir, il est alors essentiel que les pays consolident et intensifient les partenariats, tant au plan national qu'international, afin de requérir davantage d'investissements en faveur du SWEDD dont l'objectif principal est d'accélérer la transition démographique et de réduire les inégalités entre les sexes dans le Sahel, gage d'une accélération de la croissance économique en Afrique.

Elles soutiennent le SWEDD



Première dame du Niger et Vice-Secrétaire générale de l'ONU



Première dame du Niger et Directrice exécutive de l'UNFPA



Ministre de la Solidarité, de la Cohésion sociale et de la Lutte contre la pauvreté de la Côte d'Ivoire, Président Mahamadou Issoufou, Directrice pays de la Banque mondiale, Ministre de la Population du Niger

LE MESSAGE DU DIRECTEUR RÉGIONAL DE L'UNFPA POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE MABINGUE NGOM



Crédit photo Ania Gruca/UNFPA WCARO - Side-event sur Investir dans les partenariats durables avec les jeunes, en particulier les adolescentes, en marge de la 63ème Session de la Commission de la condition de la femme

Le projet SWEDD est une opportunité pour la capture du dividende démographique et l'accélération de la croissance économique dans les pays africains. Les résultats prometteurs obtenus ces trois dernières années ont eu pour effet d'impulser le passage à l'échelle du projet. Les expériences novatrices visant la transformation qualitative des conditions de vie des jeunes filles et des femmes, des résultats probants et encourageants ont été notés. L'attractivité du projet a généré de nouvelles demandes d'adhésion de la part des pays africains. Le SWEDD a été cité comme exemple de partenariat et d'outil d'intégration régionale, notamment lors de la réunion des ministres africains en

charge des questions de population et développement en octobre 2018, à Accra, Ghana. Les ministres étaient alors réunis dans le cadre de décisions pour impulser une dynamique d'accélération des mesures et réponses concrètes aux engagements internationaux et continentaux en faveur du Dividende Démographique. Ils ont à l'unanimité recommandé l'extension du projet SWEDD à tous les pays du Continent.

Il nous faut bâtir sur les meilleures pratiques, notamment celles à fort potentiel de pérennisation. Nous devons continuer de mettre l'accent sur les communautés les plus défavorisées, à forte prévalence de mariages d'enfants, des grossesses précoces, ou les faibles niveaux d'achèvement du secondaire perdurent. Nous devons

de travailler à accélérer l'élimination de toutes les formes de violence faites aux adolescentes, aux femmes et aux filles.

Pour cela, il faut impérativement accroître de façon substantielle les investissements au profit de l'emploi des jeunes, la création d'opportunités économiques pour les femmes et les filles, l'entrepreneuriat féminin. C'est dans cette dynamique que notre agence, l'UNFPA, le Fonds des Nations Unies pour la population inscrit les efforts actuels de consolidation des financements de la Banque mondiale et la mobilisation des investissements domestiques et surtout le partenariat avec le secteur Privé.

Finalement, nous devons faire une place à l'innovation afin de tirer pleinement profit du génie de notre jeunesse.

L'INITIATIVE RÉGIONALE AUTONOMISATION DES FEMMES ET DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE AU SAHEL (SWEDD)

La coordination du projet SWEDD (*Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend*) est assurée par le Bureau régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WCARO), dans son approche d'opérationnalisation du dividende démographique dans la région Ouest et centrale de l'Afrique. Un engagement de partenariat entre sept pays du Sahel (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad), avec le financement de la Banque mondiale, et l'appui technique de l'UNFPA, et de l'OOAS.

Le Sahel est caractérisé par la plus forte croissance démographique au monde (3%) avec 50% de jeunes de moins de 25 ans et des taux de dépendances élevés. Avec la récurrence des conflits, les catastrophes naturelles et les épidémies, le Sahel est confronté à la pauvreté et aux inégalités, ce qui affecte la sécurité et le développement socio-économique des pays qui le

composent. Ainsi, des millions de personnes, principalement les femmes et les jeunes, sont exposés aux risques de famine, de migration forcée et de radicalisation face à la menace terroriste et la propagation des réseaux criminels.

D'autre part, le croît important de la population, la fécondité et les taux de dépendance très élevés des jeunes (le rapport entre la population de jeunes inactifs dépendant des personnes ayant un emploi rémunéré pour subvenir à leurs besoins), sont autant de pesanteurs qui freinent considérablement la croissance économique.

L'initiative régionale Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel (SWEDD), qui est une réponse concertée à l'appel des Chefs d'État pour l'autonomisation des femmes et des jeunes filles dans la région du Sahel, a pour objectif de soutenir les pays dans leur effort vers la capture du dividende démographique

par le biais de l'autonomisation des femmes et la promotion du dividende démographique. Le projet a réalisé des progrès remarquables depuis son lancement officiel du 2 au 3 novembre 2015 à Niamey, au Niger. Il cible prioritairement les femmes et les adolescentes, tout en prenant en compte les besoins des enfants, des hommes, des professionnels de la santé, des responsables gouvernementaux, des membres de la société civile, des leaders communautaires et religieux, en tant que bénéficiaires secondaires.

Porteurs de grands espoirs pour la réduction de la vulnérabilité des adolescentes et jeunes femmes et des inégalités de genre, le Projet SWEDD pose les piliers de la capture du Dividende Démographique au Sahel.

L'extension du SWEDD jusqu'au 31 décembre 2023 constitue une opportunité supplémentaire de consolidation, de passage à l'échelle des meilleures pratiques.

Les femmes et les jeunes, acteurs clés dans la construction des sociétés africaines



Crédit photo Ollivier Girard/UNFPA
WCARO Projet SWEDD

Les jeunes une fois parvenus à l'âge adulte sont une force motrice pour le développement économique de la

région. C'est quand les pays bénéficient d'une accélération de la croissance économique en raison d'une proportion

supérieure des personnes actives face aux personnes dépendantes qu'on parle de dividende démographique.

Pour la réalisation du dividende démographique, les pays du Sahel doivent favoriser la transition démographique et être en mesure de répondre aux besoins de la jeunesse, d'offrir des opportunités de formations professionnelles

et d'insertion sur le marché du travail. D'où la nécessité, afin de bénéficier de cette plus-value, d'investir dans les politiques créatrices d'emplois, la productivité économique et le capital humain comme l'éducation et la santé. Bien formés et en bonne santé, les jeunes pourront réaliser leur potentiel et avoir un impact transformateur sur les pays de la région et les conditions de vie des populations.

Ainsi, une autonomisation des

femmes et des adolescentes pourra entraîner une réduction des taux de fécondité et faciliter une rapide transition démographique nécessaire à la réalisation du dividende démogra-

phique. Parmi les leviers essentiels vers une meilleure gestion de la fécondité et une réduction des inégalités de genre, on peut citer l'amélioration de l'accès et l'utilisation des services de

santé reproductive, notamment ceux de la planification familiale volontaire, la scolarisation des filles et surtout l'acquisition de compétences pratiques pour les femmes.

Le projet SWEDD : des résultats probants et encourageants

De façon globale, la mise en œuvre du projet SWEDD a contribué à une augmentation de la prévalence contraceptive avec un nombre d'utilisatrices additionnelles de 4 302 000 entre 2016 et 2018. Le nombre de mariage des enfants a diminué en moyenne de 1,9 pourcent entre 2015 et 2018.

Dans les six pays du Projet SWEDD (avant l'intégration du Bénin), 66.933 filles scolarisées ont été maintenues à l'école grâce à diverses formes d'appui mises à la disposition des établissements scolaires et 99.201 jeunes filles et jeunes femmes ont été des bénéficiaires des programmes d'autonomisation avec l'apprentissage des métiers non traditionnellement féminins et la déconstruction des stéréotypes infantilisans les femmes.



Crédit photo Ollivier Girard/UNFPA
WCARO Projet SWEDD

Ces résultats sont tributaires de la mise en œuvre d'expériences novatrices dans la transformation des

conditions de vie des jeunes filles et des femmes du Sahel à travers ses trois composantes.

Les axes stratégiques

Dans le cadre de son ambition d'accélérer la réalisation du dividende démographique avec la réduction de la fécondité, la mortalité infantile et la réduction de l'inégalité entre les sexes, le projet s'articule autour de trois (03) composantes principales :

COMPOSANTE 1 : Générer la demande pour les produits et services SRMNIN (Reproductive, Maternelle, Néonatale, Infantile et Nutrition) par la communication pour un changement social et de comportement et l'autonomisation des femmes et adolescentes.

Cette composante vise à accroître la demande pour les services de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle par une meilleure sensibilisation de la population sur ces services ainsi que par le renforcement du statut des filles et des femmes. La composante appuiera des campagnes régionales de communication en faveur du changement social et comportemental.

Il s'agit également de la mise en place d'un mécanisme régional de conception, de financement et d'évaluation des programmes pays d'autonomisation des jeunes filles et femmes.

Les actions initiées consistent en une campagne médiatique et l'assis-

tance technique aux pays dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes pays pour l'autonomisation des femmes et des filles.

Les stratégies préconisées sont multiples :

- Une campagne médiatique régionale conforme aux contextes socioculturels des pays et s'appuyant sur les médias de masse, les médias et les approches communautaires, le marketing social et des porte-paroles :

La campagne de communication pour le changement social et comportemental (CCSC) vise à promouvoir l'autonomisation des femmes et des adolescentes en changeant les comportements et les attitudes pour améliorer

leurs connaissances, et promouvoir la planification familiale volontaire, ainsi que l'accès et l'utilisation des services et autres produits SRMNIN, et ce afin d'augmenter leurs opportunités éducatives et économiques.

- Un Fonds régional pour financer des programmes nationaux sur l'autonomisation des femmes et des filles.

- Le Mécanisme d'évaluation des programmes a permis l'évaluation et la sélection de 19 programmes qui bénéficieront d'une aide financière.

- 73.4 millions USD ont été approuvés au bénéfice de programmes ciblant l'autonomisation économique des femmes, la santé et les droits sexuels et reproductifs et la scolarisation des filles.

COMPOSANTE 2 : Renforcer la capacité régionale afin d'améliorer l'offre de services des produits SRMNIN et le personnel de santé qualifié

Cette composante vise le renforcement des capacités régionales dans la fourniture d'éléments essentiels (produits et personnel qualifié) nécessaires à la fourniture de services de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle.

Il s'agit notamment de :

- favoriser l'harmonisation au niveau régional du contrôle de l'enregistrement et de la qualité des produits de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle ;
- d'appuyer les efforts déployés au niveau national pour permettre aux pays d'améliorer les performances de leur chaîne d'approvisionnement des produits de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle ;

- d'assurer une gestion des stocks de produits santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle ;

- et d'appuyer *les institutions rurales de formation de sages-femmes pour augmenter la quantité et améliorer la qualité des sages-femmes et autres personnels impliqués dans les services de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle dans les zones rurales.*

Parmi les actions prioritaires du SWEDD dans ce cadre, il y a l'augmentation et la sécurisation de l'offre de produits de planification familiale que les pays du Sahel doivent favoriser, augmenter et sécuriser l'offre, ainsi que les données probantes sur les meilleures interventions pour amé-

rer les systèmes de distribution, et l'offre en personnel de santé qualifié.

Les stratégies consistent à :

- promouvoir l'harmonisation régionale de l'enregistrement et le contrôle de qualité des produits de SRMNIN ;
- soutenir les efforts des pays pour améliorer la performance de leur chaîne d'approvisionnement de SRMNIN ;
- créer un mécanisme de surveillance régional des réserves de produits contraceptifs ;
- soutenir les institutions rurales de formation des sages-femmes, et améliorer la qualité et augmenter le nombre de sages-femmes et autres personnels impliqués dans la santé SRMNIN.

COMPOSANTE 3 : Renforcer l'engagement politique et la capacité d'élaboration des politiques liées au dividende démographique et la mise en œuvre du projet.

Cette composante a pour objectif de permettre le renforcement de la sensibilisation et l'engagement politique en matière de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle aux niveaux régional et national. Notamment, par le renforcement de l'engagement politique en faveur du DD, le renforcement l'engagement politique et la capacité d'élaboration des politiques liées au dividende démogra-

phique, le renforcement des capacités de mise en œuvre du projet.

La mise place de réseaux d'observatoires sur le dividende démographique (DD) aux niveaux national et régional permettra d'assurer la collecte, le suivi de la mise en œuvre, la révision des politiques de population et l'intégration du dividende démographique dans les politiques publiques, en plus de renforcer des capacités des cadres nationaux

et des institutions impliquées dans le projet. En outre, la construction d'un système d'alerte précoce pour fournir en temps réel des données sur les indicateurs clés facilitera la prise de décision et la gestion du projet.

Les stratégies visent essentiellement :

- le renforcement de l'engagement politique sur le dividende démographique aux niveaux continental, régional et national
- le renforcement des capacités pour l'élaboration des politiques et suivi, ainsi que l'évaluation liées aux questions de dividende démographique
- le renforcement des capacités de mise en œuvre du projet.

Les principaux bénéficiaires du SWEDD sont :

- pour la composante 1, les femmes, les adolescentes (15-19 ans), et les filles (10-14 ans).
- pour la composante 2, les enfants, les adolescents, les époux, les hommes, les leaders communautaires et les chefs religieux, les prestataires de santé reproductive, les infirmières, les sages-femmes, les organisations confessionnelles, les organisations communautaires, les ONG, les médias, les écoles de sages-femmes, les leaders locaux et les décideurs politiques.



Crédit photo Zogbe/UNFPA Côte d'Ivoire - Réunion annuelle du Comité de pilotage du SWEDD, en présence du Vice-président de la Côte d'Ivoire et des Ministres des pays SWEDD et observateurs.

Bilan des principales réalisations en 2018

Les résultats obtenus au cours de l'année 2018 sont appréciables. Ils se présentent comme suit, selon les différentes composantes :

Composante 1

Campagne médiatique réussie avec le soutien des Premières Dames

LES PREMIÈRES DAMES ENGAGÉES POUR L'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES FILLES

Présentes lors du lancement de la campagne régionale de communication pour un changement social et de comportement, les neuf Premières Dames de la CEDEAO et du Sahel se

sont pleinement engagées à soutenir le SWEDD, à renforcer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et la collaboration à l'échelle régionale pour une mutualisation des efforts et

en vue de résultats replicables à travers l'Afrique afin d'accélérer le dividende démographique.



Crédit photo Zogbe/UNFPA Côte d'Ivoire - Lancement officiel de la campagne médiatique régionale en présence de neuf Premières dames de la CEDEAO et du Sahel, le 18 octobre 2017.

UNE CAMPAGNE MÉDIATIQUE À GRAND IMPACT

Une campagne régionale très réussie, qui a touché plus de 300 millions de personnes en cinq mois, mobilisé les journalistes, les médias et des célébrités, devenues des « champions », entre autres, de la cause du maintien des jeunes filles dans le système scolaire jusqu'à 18 ans, et de l'autonomisation économique des femmes et des jeunes filles.

Des spots très appréciés par le public et les médias ont été développés et diffusés sur les chaînes de télévision et une radio partenaire, notamment TV5 Afrique, Canal+, A+, Novelas TV, Nollywood TV, Trace TV, BBlack TV, Ouest TV, et RFI. En outre, la page Facebook de la campagne a enregistré plus de 3.3 millions de vues.

L'implication de personnes

influentes, notamment auprès des jeunes (des artistes de renom, célébrités) a permis d'augmenter la visibilité des campagnes de sensibilisation, et une meilleure appropriation des messages par les populations ciblées. Dans le cadre de la campagne régionale, plusieurs artistes ont collaboré à la réalisation de supports (spot TV, chanson, vidéo) et aux activités de mobilisation sociale.

Engagement des leaders religieux et traditionnels pour l'autonomisation des filles et des jeunes femmes

Il s'agit notamment :

- le financement des plans d'action pays avec les OBF
 - le partenariat avec l'Université d'Al Azhar pour le renforcement de capacités des leaders religieux
 - le développement d'un curriculum dédié aux thématiques du SWEDD
 - l'instauration d'un partenariat avec les juristes, les parlementaires et la société civile pour la révision des textes sur l'autonomisation des filles.
- En outre, 19 sous-projets ont été mis en œuvre pour transformer la vie de milliers d'adolescentes, de filles et de femmes ;
- la réalisation de 3.420 espaces sûrs*, impliquant 102.600 adolescentes
 - la création de 1.640 clubs de maris et clubs de futurs maris afin de les sensibiliser aux questions de santé de la reproduction et sur les inégalités liées au genre

- près de 100.000 jeunes filles (99.704 précisément) âgées entre 16 et 19 ans ont bénéficié des programmes d'autonomisation économique
- 106.263 filles et adolescentes bénéficient de programmes d'appui à la scolarisation et au maintien à l'école
- 81% de taux d'admission au DEF dans les 75 écoles d'intervention du SWEDD
- augmentation des revenus de 5.306 jeunes femmes grâce aux AGR
- augmentation significative de la réussite des filles au bac et au brevet
- diminution significative du taux d'abandon (1,2%) au secondaire.

* Dans les six pays du projet SWEDD, plusieurs espaces sûrs ont été créés : Niger (640), Burkina Faso (243), Côte d'Ivoire (2065), Tchad (394), Mauritanie (246) et Mali (172). L'expérience des « espaces sûrs » a été initiée au Niger en

2013 sous la dénomination d'« Initiative en faveur des adolescentes - Le savoir pour la dignité ».

L'approche communautaire déployée participe du changement des normes sociales pour développer les compétences de vie et en santé de la reproduction et leur donner les moyens de réduire leur dépendance en devenant des sujets autonomes.

Un espace sûr accueille 100 filles dont les 2/3 sont âgées entre 9 et 14 ans et le tiers restant est constitué des filles âgées de 15 à 19 ans. Ces filles n'ont pas eu la chance d'avoir accès à l'école où sont des déscolarisées, confrontées à la précarité, à la vulnérabilité et prédisposées à être mariées avant d'atteindre l'âge de 18 ans.

D'ici fin 2019, il y'aura 4060 espaces sûrs qui vont impliquer 104.932 filles et jeunes femmes.

Composante 2

Offre de services

RELEVEMENT DE LA QUALITÉ DE LA FORMATION EN SCIENCES INFIRMIÈRES ET OBSTÉTRICALES



C'est en Afrique de l'Ouest et du Centre que les indicateurs de mortalité maternelle et néonataux sont les plus

inquiétants du monde. Ainsi, une des grandes priorités est le renforcement des capacités humaines et des centres

de santé. À cet effet, il a été procédé à l'élaboration et à une large diffusion du premier guide sur le Mentorat clinique

des sages-femmes. En collaboration avec l'OOAS, l'UNFPA a soutenu la mise en place d'une base de données de E-learning qui sera accessible à l'ensemble des sites de formation des sages-femmes.

Le relèvement de la qualité des soins qui font souvent défaut lors des accouchements et du post-partum a permis un repositionnement de la profession de sage-femme dans les ressources humaines en santé et l'amélioration de la formation des personnels soignants. Dans ce cadre, un système LMD (Licence

– Maîtrise – Doctorat) est proposé par trois instituts implantés à Abidjan, Bamako et Niamey, afin de revaloriser et approfondir les enseignements de base et donner à la sage-femme comme à l'infirmier un accès à un Master.

63 étudiants burkinabé, ivoiriens, mauritaniens, maliens, nigériens et tchadiens ont d'ores et déjà intégré ces trois filières différentes : le cursus de Pédagogie des sciences de la santé (INFAS d'Abidjan), la filière de Management des services de santé (INFSS de Bamako) et, enfin, la Gynéco-

Obstétrique (ENSP/Damouré Zika de Niamey).

Au niveau de trois pays (Mali, Burkina Faso et Côte d'Ivoire), 180 sages-femmes ont été formées et déployées dans les zones rurales pour assurer le relèvement de la qualité des prestations en santé sexuelle et reproductive et en technologie contraceptive. Pour le renforcement de l'encadrement, 48 enseignants ont été formés au titre de formateurs pour trois pays (Burkina Faso, Mauritanie et en Côte d'Ivoire).

DISPONIBILITÉ DES PRODUITS ESSENTIELS EN SANTÉ DE LA REPRODUCTION ET EN PLANIFICATION FAMILIALE

À partir du contrat - cadre régional, des documents règlementaires et légaux ont été élaborés pour la passation des marchés et les achats groupés des médicaments. Une liste complète des produits contraceptifs pré qualifiés / OMS et enregistrés dans les pays a été établie. Une plateforme régionale informatisée de suivi des niveaux de

stock de contraceptifs et autres produits de SRMNIN dans les sept pays est effective.

L'appui aux laboratoires a permis la certification ISO 17025 pour le LNSP de la Côte d'Ivoire. L'étape de l'accréditation est en cours. Pour le LNS du Mali et le LNSP du Burkina Faso, la pré-qualification de l'OMS a été assurée. Le ren-

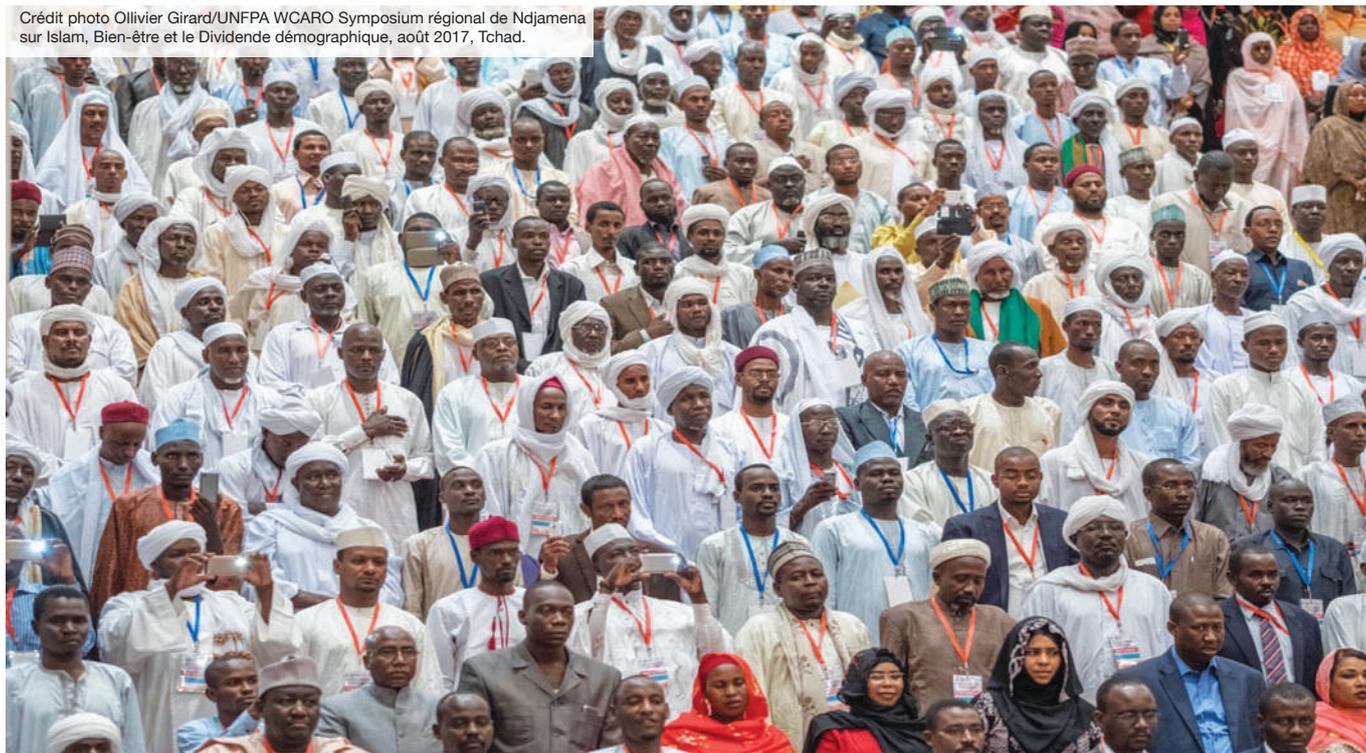
forcement de la chaîne d'approvisionnement jusqu'au dernier kilomètre dans les États membres a été fait sur la base des études de segmentation et de coût-efficacité réalisées avec l'appui des cabinets McKinsey (Niger, Mali, Tchad), d'ARC et Chemonics en Mauritanie.

Composante 3

Dialogue politique

IMPLICATION DES LEADERS RELIGIEUX, TRADITIONNELS ET COUTUMIERS DANS LA PROMOTION DE L'ÉGALITÉ DES GENRES ET LE DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE

Crédit photo Ollivier Girard/UNFPA WCARO Symposium régional de Ndjamena sur l'Islam, Bien-être et le Dividende démographique, août 2017, Tchad.



Mobilisation des leaders religieux en appui au dividende démographique et aux programmes de population dans le Sahel

Dans les pays du Sahel, les facteurs religieux et culturels sont considérés comme majeurs dans la vie des personnes, de la communauté, et de la société. Les leaders religieux et traditionnels exercent une grande influence et peuvent devenir des acteurs et des alliés précieux pour le changement.

Pour impliquer ces leaders religieux, le Secrétariat technique régional du Projet SWEDD a procédé à l'identification et la mobilisation, dans les pays concernés, des personnalités influentes parmi les intellectuels musulmans et chefs religieux et traditionnels. Ces leaders religieux ont été préparés à leur rôle d'acteurs de changement et champions pour atteindre la capture du dividende démographique par le projet SWEDD qui a organisé à leur intention des voyages de partage d'expériences, d'identification des bonnes pratiques (Bangladesh) et de renforcement des capacités des leaders religieux et des chefs coutumiers au Caire.

L'UNFPA a organisé des rencontres avec les leaders religieux pour les informer sur les enjeux du dividende démographique, la santé de la mère et de l'enfant et sur les pratiques néfastes qui affectent les femmes et les filles.

Pour mettre à contribution les leaders religieux dans la création d'un environnement favorable pour le déploiement du projet SWEDD, deux grandes conférences ont été organisées en 2017 et 2018 respectivement à N'Djamena (Tchad) et à Nouakchott (Mauritanie) sur le thème « *Islam, Dividende Démographique et Bien-être familial* ».



LES OBSERVATOIRES DU DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE : POUR UNE APPLICATION DE POLITIQUES PUBLIQUES APPROPRIÉES PERMETTANT DES INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES DANS LE CAPITAL HUMAIN

Pour le suivi des changements démographiques, les États membres ont mis en place dans chaque pays un observatoire conçu comme un outil permettant la collecte d'informations sur le dividende démographique, et permettant aussi aux décideurs de baser leurs politiques sur l'évolution de la population observée.

Perspectives et priorités en 2019

LES PERSPECTIVES

Développer, promouvoir, reproduire, telle est en substance la vision stratégique de l'initiative SWEDD, un modèle de partenariat à exporter. Des effets positifs sont observés même au-delà des frontières des pays partenaires, grâce notamment à :

- la production et le partage des connaissances pertinentes pour la sous-région sur les stratégies et mesures effectives dans les domaines du genre et de la santé de reproduction ;
- la mise en œuvre de mécanismes régionaux pour rendre compte des résultats obtenus sur les questions de dividendes démographiques, y compris : une plateforme régionale de données et un forum pour surveiller les politiques, les dépenses et les résultats des pays en relation au dividende démographique ;
- la création d'économies d'échelle, par exemple, un mécanisme d'approvisionnement régional pour obtenir des tarifs plus bas pour les produits de santé, et les centres régionaux de référence pour la mise en commun des ressources pour assurer la qualité des formations pour les sages-femmes.

Les cinq avantages du modèle SWEDD

Pour la mise en œuvre efficiente du programme, le modèle SWEDD dispose de cinq avantages importants :

- un dispositif institutionnel axé sur les priorités nationales
- un arrangement financier avec l'obtention d'une avance de financement de la Banque mondiale,
- une assistance technique et une aide à la coordination de l'UNFPA,
- des partenariats pertinents pour soutenir les pays dans la conception du projet, sa mise en œuvre et gouvernance globale,
- trois domaines d'intervention clés : la création de la demande de services et produits de SRMNIN par le biais du changement social et comportemental, l'accès et la disponibilité des services et produits de SRMNIN et de personnel de santé qualifié et l'appui à l'élaboration des politiques liées au dividende démographique.



Crédit photo Ollivier Girard/UNFPA
WCARO Club des Maris au Burkina Faso.

LES PRIORITÉS EN 2019

Composante 1

Mise en œuvre des projets d'autonomisation des filles et des femmes (genre, santé de la reproduction, scolarisation des filles, autonomisation économique des filles)

Appui à la mise en œuvre de la CCSC, des Espaces Sûrs et les Clubs de Maris et futurs Maris

Préparation de la stratégie de communication pour le changement de comportement social (pour le Bénin en particulier qui a intégré l'Initiative SWEDD)

Composante 2

Harmoniser l'enregistrement et le contrôle qualité des produits nutritionnels et de santé de reproduction maternelle, néonatale, infantile (RMNCHN)

Mettre en œuvre le projet d'amélioration de la chaîne d'approvisionnement et assurer le monitoring des stocks

Appuyer les institutions de formation des sages-femmes dans les pays cible pour augmenter la quantité et la qualité des sages-femmes

Composante 3

Mise en œuvre des plans d'actions des leaders religieux et traditionnels et des réseaux des jeunes pour le passage à l'échelle des meilleures pratiques

Appui aux observatoires nationaux et formation sur le Dividende Démographique

Assurer la coordination du projet

Quatre faits majeurs :

1. L'année 2018 a enregistré des avancées significatives en matière d'autonomisation des femmes et de réduction des inégalités de genre.
2. Les études établissent pour la première fois l'augmentation de la prévalence contraceptive et la baisse des mariages précoces dans les six pays du Sahel.
3. L'initiative SWEDD prend de l'ampleur et suscite un grand intérêt en Afrique et ailleurs. L'Union Africaine appelle à sa mise à l'échelle comme exemple de partenariat régional et outil d'intégration régionale.
4. Le train est en marche. Le Bénin a déjà rejoint et bienvenue aux pays invités : Cameroun, Guinée et Sénégal !



Forum de partenariat public-privé



M. Mabingue Ngom, Directeur régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, s'adressant aux participants au Forum de partenariat public-privé de haut niveau avec le secteur privé organisé à Abidjan les 17 et 18 décembre 2018.

CONSTRUIRE LES PARTENARIATS GAGNANTS ET L'APPUI AUX PAYS ASPIRANT À INTÉGRER LE PROJET SWEDD

Un forum de partenariat public - privé a été organisé les 17 et 18 décembre 2018 à Abidjan. Au cours de cette rencontre qui avait regroupé plus de 120 participants, un compact a été signé avec le secteur privé et une feuille de route pour la tenue de la table ronde de mobilisation des ressources.

Lancé le 02 novembre 2015, le SWEDD a réalisé en quelques années des progrès remarquables dans la mise en œuvre programmatique et financière. Ces résultats encourageants sont à l'origine de la demande d'extension du projet ; des demandes motivées, notamment, par l'impact positif des interventions sur les questions de paix et de sécurité.

Cependant, l'extension programmatique requiert davantage d'investissements. Il est donc essentiel que les pays consolident et intensifient les partenariats tant au plan national qu'international. À cela, il faut noter la volonté exprimée par les États et la communauté internationale de voir le SWEDD renforcé et étendu à l'ensemble des 11 pays du Sahel et au-delà.

En réponse à ces besoins croissants de la part des

pays et de leurs chefs d'États, le comité régional de pilotage, l'UNFPA et la Banque mondiale, organisent une table ronde de mobilisation de ressources en marge du sommet de l'Union Africaine prévu du 4 au 8 juillet 2019 à Niamey au Niger.

La visite de haut niveau rendue au Président de la République Mahamadou Issoufou le 19 mai 2019, sous l'égide de la Présidente du CRP, la Ministre Mariatou Koné, a permis d'informer le Président nigérien de cette importante activité, et d'obtenir son soutien quant à sa réalisation. Le processus bénéficie de l'accompagnement d'Africa Consulting and Trading (ACT Afrique Group), un cabinet de conseil à vocation panafricaine et de Global Business Coalition for Health (GBC-Health).

ILS ONT DIT

« Je souhaite que ce forum de partenariats public-privé offre des espaces de dialogue de haut niveau avec les acteurs du secteur privé afin d'identifier et d'approfondir les pistes de collaboration pour étendre et renforcer les initiatives actuelles. »

Pr Mariatou Koné, Ministre ivoirienne de la Solidarité, de la Cohésion sociale et de la Lutte contre la Pauvreté, Présidente en exercice du Comité de pilotage.



« De fin 2015 à nos jours, le SWEDD a réalisé en quelques années des progrès remarquables dans la mise en œuvre programmatique et financière. En effet, le projet SWEDD se traduit aujourd'hui sur le terrain par de nombreuses réalisations concrètes à fort impact au bénéfice des communautés. Ce qui justifie un véritable engouement exprimé par tous les acteurs, y compris ceux intervenant pour sa prorogation et son extension à d'autres pays et régions à travers notre continent. »

M. Adama Tiémoko Diarra, ancien Président du Comité régional de pilotage, Ministre de l'Aménagement du Territoire et de la Population du Mali.



L'engagement de la Banque mondiale en faveur de ce programme ne cesse de croître et plusieurs de nos projets sont inspirés et complètent les actions et les activités mises en œuvre par le SWEDD. »

M. Michel Welmond, Chef de programmes de Développement Humain à la Banque mondiale



« Ce forum d'Abidjan marque le début du parcours que nous aurons à faire ensemble, pour la capture du Dividende Démographique, et un développement inclusif et durable de l'Afrique. (...) les jeunes représentent 75% de la population des pays SWEDD. C'est un potentiel énorme d'actifs pour le secteur privé. Investir dans l'autonomisation des femmes va permettre d'augmenter l'épargne. »

M. Mabingue Ngom, Directeur régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.



La mobilisation des ressources

Fort de ces résultats obtenus grâce à une mise en œuvre efficace du plan d'action, le SWEDD envisage de poursuivre son soutien à l'engagement politique des sept dirigeants en vue d'une plus grande mobilisation de fonds destinés à financer l'ambitieuse stratégie régionale d'autonomisation des femmes et de capture du Dividende démographique. En effet, le SWEDD fait face à de nouveaux défis liés à l'extension spatiale et une nouvelle échéance fixée au 31 décembre 2023. Lors du Forum de Partenariats Public-Privé à Abidjan, les 17 et 18 décembre 2018, l'évaluation des besoins a fait ressortir des gaps financiers dans différents pays membres qu'il urge de combler en vue de l'atteinte des objectifs.

Conscient de l'apport indispensable du secteur privé dans les pays membres et de tous les partenaires techniques et financiers, le Comité régional de pilotage du SWEDD, suivant les recommandations du Forum d'Abidjan, organise, en marge du sommet de l'Union africaine, le 6 juillet 2019, à Niamey, une table ronde de mobilisation des ressources financières en faveur de l'autonomisation des femmes et des filles, l'éducation, la santé maternelle et infantile et la création d'emplois décents.

Forum de partenariats d'Abidjan: Innovations et synergies transformatrices pour la réalisation du dividende démographique en Afrique

Le secteur privé était représenté par: la société civile (PATH, AMREF Health Africa, Assoc des cliniques privées de Côte d'Ivoire, Planned Parenthood Global) ; les entreprises privées (Mylan, DEVEX, Mc Kinsey, Centamin, Groupement professionnel des miniers de Côte d'Ivoire), la société des huileries du Bénin, ECOBANK, Orange, Hoding AKAD), Fondations (ECOBANK, Orange), les patrons et les chambres de commerce et d'industrie, les instituts de recherches, les influenceurs non parlementaires (Réseau africain des adolescents et jeunes en population et développement), les Médias (Bblack TV, TV5 Monde, RTI, Business24), et les institutions de financements (BOAD).